



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 26 SEP. 2019

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

SPE/IF/DREAL

## ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1982 régissant le fonctionnement des activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 7, rue de Chapoly à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 28 août 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 29 août 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que dans son rapport du 7 mars 2019, l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes a demandé à ce que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

- détermine sous 2 mois le volume nécessaire au confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément au dernier alinéa de l'article 25-V de l'arrêté du 26 novembre 2012 sus-visé,
- et justifie sous 75 jours à l'inspection des installations classées, par des relevés topographiques et calculs de volume, que le dispositif de confinement actuel répond au confinement réglementaire calculé ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier du 12 août 2019 la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a informé l'inspection des installations classées que le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction a été calculé à 150m<sup>3</sup> alors que le confinement actuel du site est de 9m<sup>3</sup> et que la solution du dos d'âne à l'entrée du site

n'est pas techniquement envisageable, sans pour autant proposer de solution et d'échéancier de réalisation ;

CONSIDÉRANT que le dernier alinéa de l'article 25-V de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé impose la réalisation d'un confinement depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT ne respecte pas cette prescription depuis plus de 6 ans ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT de réaliser un confinement susceptible de recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, 7, rue de Chapoly à SAINT-GENIS-LAVAL, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25-V de de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

### **ARTICLE 4 :**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 5 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le **26 SEP. 2019**

Le Préfet,

Pour le préfet,

Le sous-préfet,

~~Secrétaire général adjoint,~~

Clément VIVÈS

